

Après Suharto, l'espoir de retrouver la terre

L'Indonésie en bref:

Archipel : 9,8 millions de km²

Superficie totale de terre : 1,9 millions de km² (36.79%)

Superficie totale de mer : 7,9 millions de km² (63.21%)

(Source : Statistiques officielles indonésiennes - Janvier 2001)

Population : plus de 209 millions d'habitants

Population rurale : 127,3 millions, soit 60,8 % de la population

Population active : 100,4 millions

Population agricole active : près de 50 millions, soit 49 % de la population active.

(Source : FAO, 2001)

Contrôle de l'espace agricole (recensement agricole indonésien - 1993)

Superficie des exploitations	foyers agricoles (nbre)	%	Proportion du contrôle de la terre (%)
Paysans sans terre (< 0,1 hectare)	5 989 534	28	10,1
Entre 0,1 et 0,49 hectare	6 315 091	29	15,7
Entre 0,5 et 0,99 hectare	3 984 876	18	53,8
Entre 1 et 5 hectares	5 026 371	23	53,8
Plus de 5 hectares	383 128	2	20,4
TOTAL	21 737 000	100	100

NB : ces statistiques ne concernent que les terres classées comme « agricoles », sans tenir des terres classées comme « forêts ». Près de 14% des terres agricoles sont contrôlées par des capitaux étrangers (principalement pour des plantations).

KPA : consortium pour la réforme agraire, ONG indonésienne fondée en 1994 regroupant actuellement 141 membres (60 % d'ONG, 30 % d'organisations populaires et 10 % d'individus) qui tous se mobilisent en faveur d'une réforme agraire en Indonésie.

Dianto Bachriadi et Erpan Faryadi, respectivement président et secrétaire général de KPA (Consortium pour la Réforme Agraire), partenaire indonésien de Frères des Hommes, étaient en France dans le cadre un voyage d'étude organisé par Frères des Hommes afin de travailler le thème de la décentralisation. Nous en avons profité pour recueillir des éclaircissements sur la situation actuelle en Indonésie, notamment celle de la réforme agraire.

Les paysans indonésiens se rebellent de plus en plus contre une politique de développement qui, depuis les années 70, à l'apogée de la dictature de Suharto, les a chassés sans ménagement de leurs terres pour développer des plantations ou des exploitations minières. Les événements de la fin des années 90, avec des contestations croissantes contre le régime, et en 1998 avec la fin d'un règne de 32 ans et le retour vers plus de démocratie, ont été accompagnés de multiples cas d'occupation de terres par des paysans en colère, prêts à affronter les militaires et les gardes privés des compagnies d'Etat ou des compagnies multinationales.



Ainsi, KPA relève aujourd'hui près de 2.000 cas de conflits sur les terres, concernant plus de 250.000 familles et plus de 4 millions d'hectares de terre. Le nombre de personnes victimes de violences au cours de ces conflits

(abus, meurtres, arrestations arbitraires, kidnappings, destruction de maison, destruction des parcelles...) dépasse les 300.000. Ces conflits témoignent en effet des divergences d'intérêts entre d'une part les petits paysans, d'autre part des acteurs économiques puissants ayant l'appui de l'Etat : exploitations forestières, plantations, compagnies touristiques, exploitations minières... Si le climat de terreur et d'intimidation entretenu avant la chute de Suharto par les autorités, avec le soutien de l'armée, a disparu, la répression reste la réponse aux demandes légitimes des paysans.

L'archipel Indonésien, caractérisé par une forte population rurale (60 % de la population) est confronté aux conséquences de la crise financière asiatique. La FAO estime qu'environ 18% des indonésiens souffrent d'insécurité alimentaire à cause de la dévaluation de la monnaie, conséquence de cette crise mais aussi des difficultés de production pour le marché intérieur. Ce brutal recul économique depuis 1998 se traduit par l'exacerbation des tensions sociales. Les conflits actuels à Kalimantan, la partie indonésienne de l'île de Bornéo, sont le reflet de ces tensions qui trouvent leurs origines dans la question de l'accès à la terre. La pression foncière entre populations indigènes et les paysans colons venus d'autres îles se cristallisent en conflit ethnique mettant à jour les limites des politiques publiques de transmigrations conduites depuis 30 ans, et qui visaient à résoudre le manque de terre à Java et Sumatra.

Le bilan des politiques menées par Suharto montre que le modèle suivi par le "Nouvel Ordre" (1966-1998) a engendré le développement d'un système économique capitaliste ancré dans un centralisme fort, une bureaucratie écrasante et un régime répressif. Malgré la Constitution de 1945 et son article 33 stipulant que "l'eau, la terre et les ressources naturelles qu'elles contiennent sont contrôlées par l'Etat et utilisées pour le bien être de la population", malgré les lois agraires de 1960 qui régulent le contrôle ainsi que la propriété des ressources agraires et finalement rejettent la pratique de monopolisation et d'exploitation des ressources agricoles, le nombre croissant de paysans sans terres pose de réelles questions sociales.

Depuis 20 ans, le développement de l'agro-business et de l'agro-industrie, encouragé par les autorités (exploitation libre des ressources naturelles, exonérations fiscales diverses...) a envahi le système économique. L'exclusion de la petite paysannerie et des populations indigènes de ce processus a entraîné l'émergence d'un système d'exploitation, précarisant les populations déjà marginalisées et favorisant la croissance d'un secteur informel privant de fait les travailleurs de leurs droits.

L'entrée croissante de l'Indonésie dans la mondialisation des marchés (signatures des traités du GATT/OMC, adhésion à l'APEC) a d'une part conforté cette situation et d'autre part privé encore un peu plus la population de sa participation dans le contrôle des ressources naturelles.



Les conditions de vie des petits paysans sont précaires, ils sont privés de tout moyen pour défendre leurs droits et leurs intérêts. Les régulations agraires n'ont pas empêché ce phénomène et n'ont pas été conçues dans l'optique du contrôle des ressources naturelles par les populations concernées. Les grandes multinationales implantées sur le territoire ont pu agir en fonction de leurs seuls et propres intérêts, créant de nombreux conflits agraires. Dans les années 70, les évictions massives de paysans de leurs terres, cautionnées par l'Etat, se sont faites dans des conditions de violence parfois extrêmes, et sans compensation. Les paysans dans certains cas pouvaient conserver leurs maisons, mais n'avaient plus de terre à cultiver, ou bien étaient totalement chassés et leurs maisons détruites, les obligeant souvent à fuir vers la périphérie des villes pour chercher un travail non qualifié, précaire et mal payé.

Sur les pas de la Banque Mondiale, le gouvernement étudie actuellement la possibilité de mettre en place une réforme agraire assistée par le marché : mais loin de remettre en question la distribution actuelle des terres, elle ne ferait que conforter les entreprises d'Etat et les multinationales dans leur rôle dominant, écrasant un peu plus les aspirations des petits producteurs indonésiens.

Le virage démocratique de 1998 a soulevé des espoirs immenses dans la population, lui donnant enfin des espaces pour s'exprimer malgré un système répressif (notamment militaire) toujours en place, et des possibilités de s'organiser.

C'est ainsi que KPA axe son travail à deux niveaux. Au niveau national, KPA tente, par des actions de lobby, de promouvoir de nouvelles lois agraires permettant une nouvelle orientation de la réforme agraire indonésienne. Pour ce travail, l'organisation s'appuie sur les actions de son réseau, présent sur l'ensemble de l'archipel, en

faisant la promotion des réalisations locales, en soutenant les occupations de terres et le démarrage d'activités économiques à la base. Formation, réunions d'informations, engagement auprès de certains médias (notamment des radios rurales), intervention auprès des élus des provinces indonésiennes, recherche d'alliances notamment auprès des étudiants sont au cœur du travail de KPA. L'approche globale est également une dimension omniprésente, la participation à Via Campesina, la recherche de synergie avec des organisations paysannes d'Asie (Philippines par exemple) et du monde entier (MST au Brésil notamment).

L'avenir du développement indonésien se joue actuellement autour de la politique de régionalisation décidée par le Gouvernement, et face à laquelle KPA et les mouvements sociaux en général cherchent à se préparer : il s'agit d'obtenir la participation des populations dans les processus de décision de la planification du développement local. C'est à ce titre que KPA a passé un mois en France afin de découvrir des formes d'organisation en milieu rural assurant la participation des acteurs sociaux dans les décisions d'avenir.

Thomas Colmant, Catherine Gaudard.